

JOHN LIPSKY

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

John, c'est à vous.

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Merci beaucoup. Je voudrais en premier lieu remercier Thierry de Montbrial pour son invitation à participer une nouvelle fois à cette merveilleuse conférence et je suis très honoré de faire partie de ce grand panel présidé par Jean-Claude, un de mes héros depuis longtemps, et dont je reprendrai d'une certaine manière les remarques liminaires.

Je commencerai en faisant référence aux fondements de la gouvernance mondiale dans l'après-guerre. Pour les questions économiques et financières, les institutions fondamentales étaient le FMI et son associé, la Banque mondiale et le GATT, devenu aujourd'hui l'Organisation mondiale du commerce. Ces organisations se distinguaient par leur caractère multilatéral et le fait qu'elles étaient fondées sur des traités. En conséquence, leurs décisions avaient force de loi internationale. Elles avaient des objectifs politiques radicaux et étaient conçues pour créer un système fondé sur des règles, ouvert et non discriminatoire, chapeauté – du moins dans le cas des institutions de Bretton Woods – par des organisations conçues pour agir, y compris dans des circonstances dans lesquelles il n'y avait pas de consensus dominant. Au lieu de cela, ces institutions sont gouvernées par des règles de vote. Pour la plupart des questions opérationnelles, c'est la majorité qui l'emporte. L'idée politique qui a guidé les institutions après la Seconde Guerre mondiale était que le commerce mondial allait devenir un élément fondamental et dynamique menant à une croissance mondiale dans l'après-guerre – et que cette croissance du commerce favoriserait l'intégration aussi bien économique que financière. De fait, cet effort a connu un immense succès : de 1950 à 2007, la croissance du commerce mondial a été plus rapide que celle de la production mondiale pratiquement chaque année, et cette période a très probablement représenté la période de croissance économique mondiale soutenue la plus rapide jamais connue.

Actuellement, nous en sommes au quatrième point d'inflexion systémique du XXI^e siècle en ce qui a trait à notre système de gouvernance mondiale – et les trois points d'inflexion qui précèdent ont eu tendance à affaiblir le système préexistant. La question clé est donc de

savoir si le quatrième point d'inflexion auquel nous sommes actuellement confrontés aura le même effet ou s'il renforcera plutôt le système.

La crise financière mondiale de 2007-2010, qui a conduit à la mise en place du système des dirigeants du G20, a été le premier point d'inflexion. Les dirigeants du G20 se décrivent eux-mêmes comme l'instance internationale principale pour discuter des thèmes économiques et financiers. À la différence des organisations multilatérales de l'après-guerre, le G20 n'est pas fondé sur un traité mais fonctionne sur une base volontaire, sans règles de vote formelles. Cette structure entraîne des défis opérationnels car le G20 n'est pas conçu pour convenir d'actions décisives, ce qui affaiblit le cadre de gouvernance mondiale existant.

L'un des objectifs originels du G20, adopté lors des premiers sommets des dirigeants du G20 en novembre 2008, était de s'engager à éviter de nouvelles mesures protectionnistes et à assurer l'adoption du cycle de développement de Doha de l'OMC. En réalité, depuis la crise financière mondiale, le commerce mondial a progressé plus lentement que le PIB mondial quasiment chaque année, au contraire de la période d'après-guerre précédente. Dans le même temps, la croissance mondiale a été considérablement plus lente au cours de cette période que par le passé. De plus, il est clair que dans le sillage de la crise financière mondiale, les autorités chinoises ont adopté de nouveaux points de vue vis-à-vis de l'intégration financière. Elles sont devenues notamment un prêteur dominant pour le marché émergent et les pays en développement en dehors du système déjà existant du Club de Paris. Encore une fois, il s'agit d'un développement qui sape le système préexistant.

Le deuxième point d'inflexion a été la pandémie de Covid, qui a fait surgir des forces extrêmement contradictoires. D'un côté, elle a placé au centre des préoccupations les questions de sécurité et de résilience. Il en résulte que l'accent a été de plus en plus porté sur les questions nationales de sécurité, les chaînes d'approvisionnement, etc. En même temps, il était clair que la crise elle-même n'a fait que souligner le rôle des forces mondiales et le défi de la coordination des politiques mondiales dans les domaines de la santé, du climat, de l'environnement, de la démographie et de la migration. En d'autres termes, nous avons ces forces systémiques très contradictoires mais, comme nous l'a dit le vice-président de la Côte d'Ivoire, l'un de ses effets a été de remettre sérieusement en question la situation économique et sociale dans de nombreux pays en développement, spécialement en Afrique subsaharienne.

Le troisième point d'inflexion a été l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a été la démonstration que, dans le contexte d'un conflit ou d'un désaccord entre grandes puissances, le G20 est devenu pratiquement incapable de prendre des mesures. L'absence de règles de vote signifie que chacun des membres dispose effectivement d'un droit de veto sur toute action. Bien entendu, l'invasion de l'Ukraine a créé un défi très difficile pour l'économie de l'Union européenne et, de manière générale, a déformé le réseau de chaînes d'approvisionnement mondiales qui sont beaucoup moins efficaces, plus fragiles et plus coûteuses que celles qui existaient avant l'invasion.

Voilà les influences qui nous ont conduits à la situation actuelle. Je suppose qu'une manière simple de définir le point d'inflexion actuel est, bien que ce soit un peu trop simple, le défi posé par le second mandat Trump. Le défi est de savoir si la doctrine « America First » signifie l'Amérique toute seule et si cela signifie que nous allons compliquer ou entraver

davantage le libre-échange ou les relations commerciales mondiales. Visiblement, nous voyons des forces contradictoires similaires ailleurs, comme nous l'a montré Gabriel. L'UE tente de négocier de nouveaux accords commerciaux internationaux, mais se dirige-t-on vers le succès ou vers un monde avec un conflit commercial plus grand ?

En même temps, nous savons tous – et les intervenants l'ont déjà mentionné – que nous nous trouvons également à un point d'inflexion en ce qui concerne la contribution potentielle des nouvelles technologies à la croissance de la productivité et donc à la croissance économique. En d'autres termes, il y a également des raisons d'être optimiste pour la croissance mondiale mais, comme nous le savons et l'avons entendu, même ces aspects positifs ne sont pas exempts de défis en termes de gouvernance mondiale. Naturellement, je parle de ce que nous avons pris l'habitude d'appeler l'intelligence artificielle. Plus généralement toutefois, tout du moins aux États-Unis, il semble qu'il y ait une accélération de la productivité totale des facteurs, associée à l'adoption de nouvelles technologies et de nouvelles modalités de travail. Comme nous le savons, le FMI est pessimiste en ce qui a trait aux perspectives de croissance pour les cinq prochaines années, postulant que les forces systémiques d'affaiblissement que j'ai déjà mentionnées se poursuivront mais qu'en même temps il existe des opportunités qui pourraient contredire ce pessimisme. Nous verrons bien, mais j'espère que lorsque la Conférence sur les politiques mondiales se réunira dans un an, nous aurons davantage de clarté, ce qui pourrait se révéler positif. Cependant, ce n'est absolument pas une certitude.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup. Je constate que le FMI est à présent plus pessimiste à moyen et long terme qu'il ne l'était au cours des 10 à 15 dernières années. J'imagine qu'ils estiment que la croissance aux États-Unis pourrait n'être à moyen terme que de 2,1 % et de 1,3 % en Europe, ce qui correspond plus ou moins à l'idée qu'ils se font aujourd'hui du potentiel de croissance des deux continents. Le point positif est que la productivité totale des facteurs va augmenter et être quelque peu durable à moyen terme, ou c'est du moins le sentiment qui régnait lorsque nous en avons discuté aux États-Unis, mais je dois dire que c'est moins le cas dans le reste du monde. Le reste du monde suit plus ou moins l'observation de Solow. Je vois de nombreux investissements mais aucune amélioration de la productivité jusqu'à présent, alors qu'aux États-Unis, on peut constater une certaine amélioration de la productivité. J'espère réellement que les États-Unis ont raison et que nous verrons l'expansion de cette productivité grâce à l'essor fantastique de la technologie.